

Chalhoub, Sidney. 2012. *A força da escravidão. Ilegalidade e costume no Brasil oitocentista*. São Paulo: Companhia das Letras, 352 p.

Le dernier ouvrage de Sidney Chalhoub s'inscrit certainement dans un nouveau tournant de la recherche brésilianiste sur l'esclavage et permet au lecteur d'entrer de plain-pied dans les derniers débats sur les relations entre asservissement et liberté dans les sociétés esclavagistes du monde atlantique.

A força da escravidão [La force de l'esclavage] s'ouvre et se clôt par deux 220 « vignettes » élégamment écrites. La première nous installe au sein de l'auteur irrésistible qui, en 1852, a suivi la proclamation des intentions du gouvernement impérial de procéder à un recensement de la population et d'instaurer, indépendamment des registres paroissiaux, un état-civil tenu par les autorités locales. Ce souci de « modernité » a été interprété par les Africains ou descendants d'Africains libres comme la volonté cachée de les retrouver pour les remettre en esclavage. Malgré les explications du gouvernement, des révoltes ont éclaté sur tout le territoire dès que les prêtres, en chaire, ont annoncé le début de la campagne. Ni les autorités policières, ni la troupe ne sont parvenus à calmer les esprits. Il a fallu se résoudre à annuler les mesures prises. Comment expliquer cette émotion « irrationnelle » ? L'affranchissement était-il encore si fragile dans cette société traditionnellement considérée comme l'ayant accordé plus généreusement que les autres

La deuxième vignette nous renvoie à l'une des œuvres majeures de la fin du XIX^e siècle brésilien, les *Mémoires posthumes de Brás Cubas* que Machado de Assis fait paraître en feuilleton dans la *Revista Brasileira* durant l'année 1880.

Comme il nous en a donné l'habitude, c'est à quelques-uns des personnages secondaires du roman que s'attache Chalhoub, en l'occurrence à Cotrim, le beau-frère du héros éponyme. Brás Cubas est dans son sépulcre où il vaticine sur sa vie passée avec la « franchise » que son statut de défunt bavard lui permet. Pour lui, Cotrim est un homme « honnête » et bon pour les siens, mais cela ne

l'a pas empêché de faire fortune dans le commerce illicite des esclaves où il a, nous explique-t-il, acquis quelques manières particulières à ce milieu. Il est particulièrement réputé pour envoyer sans état d'âme ses captifs à la Calabouça – la prison où l'on exécute les punitions décidées et calibrées par les maîtres – d'où ils reviennent couverts de sang et à demi-morts.

Brás Cubas que le trépas a transformé en philosophe éclairé et cynique s'interroge sur cette étrange contradiction qui fait vivre les élites sociales du Brésil dans la confusion des valeurs et l'irrespect déclaré des lois.

Entre ces deux miniatures, huit chapitres brefs mais incisifs, d'une délicate démonstration rigoureuse à laquelle nous renvoyons les lecteurs. Pour Chalhoub, les libres et les affranchis avaient bien vu leur situation se détériorer tout au long du XIX^e siècle. Jamais leur statut n'avait été aussi fragile depuis qu'il avait été, en quelque sorte, contaminé par celui d'Africain libre inventé pour désigner les esclaves illégalement introduits au Brésil. En effet, en 1831, lorsque l'Empereur et son gouvernement, sous la pression de la Grande-Bretagne, avaient été contraints de mettre fin au trafic atlantique des esclaves, ils avaient bien accepté de contrôler les acteurs de la traite, pour l'essentiel portugais, qui approvisionnaient le pays. Tout captif saisi sur un bateau ou à son arrivée sur une plage isolée était confisqué et déclaré « Africain libre » mais maintenu en position de travailleur forcé pour un certain nombre d'années (avec le même statut que celui d'un esclave)

221 au service de l'État ou d'un particulier auquel il était confié. Par contre, s'il échappait à la marine ou à la police et était vendu clandestinement, son propriétaire avait progressivement eu de moins en moins de difficultés à prouver sa bonne foi et à conserver son bien, même sans attestations écrites de son achat. Ainsi le captif illégal devenait un esclave juridiquement confirmé. Dès lors, contrairement à une jurisprudence longtemps en vigueur au Brésil, c'était la personne libre qui devait faire la preuve de sa liberté. Et celle-ci était de plus en plus difficile à faire accepter par des juges locaux inféodés à l'ordre esclavagiste.

Pour Chalhoub, le Brésil a ainsi inventé dans la loi comme dans ses usages et, plus encore, dans l'opinion publique, une sorte de « mensonge national » à l'abri duquel des millions de captifs ont été illégalement conduits sur les terres de l'ex-colonie portugaise et transformés en esclaves « authentiques ».

L'historiographie brésilienne et brésilianiste considère, en général, cette contradiction comme une sorte de farce que le Brésil esclavagiste aurait créé à l'intention des Britanniques. Jusqu'à aujourd'hui, une expression destinée à désigner une opération politique montée « pour la galerie », en garde la mémoire : « *para inglês ver* » (pour montrer aux Anglais). Chalhoub refuse ce raccourci confortable pour la mémoire nationale et montre avec toute la rigueur archivistique qui est la sienne que l'ordre esclavagiste n'a jamais été aussi puissant au Brésil qu'à cette époque.

Cette « force de l'esclavage » comme son titre le proclame renvoie au débat lancé par Walter Johnson dans son article de 2003 aujourd'hui classique, « On Agency » (*Journal of Social History* 37 (1), Fall: 113-124), dans lequel il dénonçait les confusions faites par les chercheurs de la génération postmarxiste entre la capacité d'agir (*agency*) des individus singuliers – à ses yeux un concept « libéral » – et la résistance véritable à l'ordre esclavagiste. Chalhoub, revenant sur au moins trois décennies de recherches sur les multiples facettes de ce que Stuart Schwartz appelait dès 1977, d'une manière certainement plus juste, un processus de résistance/accommodation (« *Resistance and Accommodation in Eighteenth-Century Brazil: The Slaves' View of Slavery* », *Hispanic American Historical Review* 57 (1):

69–81), montre qu'en dépit de cette « capacité d'action » les hommes et les femmes assujetties à l'ordre esclavagiste ont eu les plus grandes difficultés à le miner de l'intérieur.

Même Economiquement moribonde, l'institution a résisté. Au Brésil, les tenants de l'*agency* avaient eu à batailler contre la vision marxiste d'un esclavagisme dont la force résidait dans sa capacité à nier tout droit à ces hommes et ces femmes considérés comme du bétail. Chalhoub n'hésite pas à reprendre le concept qui était au centre des travaux de Cardoso, d'Ianni ou, plus tard, de Gorender.

C'est bien d'*escravatura* [esclavagisme] et non d'*escravidão* [esclavage] qu'ils agissent. L'institution ne se dilue pas dans la socialité qu'elle produit. Toutefois, il ne se contente pas, pour étayer sa démonstration, des discours politiques dont ses prédécesseurs avaient fait leurs principales sources primaires. S'il reprend 222 bien un à un les débats souvent « secrets » (pour ne pas effrayer les victimes potentielles) du Sénat et de la Chambre, il y ajoute les archives de la police de Rio de Janeiro qu'il connaît mieux que personne. Dès lors la démonstration conduit pas à pas le lecteur du débat politico-diplomatique à l'exercice policier tatillon et implacable d'une violence institutionnelle systématique que résume l'ultime chapitre sobrement intitulé « liberté précaire ». Oui les affranchis, les libres et les captifs illégaux détenus par l'État ont eu raison d'avoir peur dans les dernières décennies de l'Empire, jamais la « force » de l'esclavage n'avait été aussi grande au Brésil.

Jean Hébrard
CRBC-EHESS